



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 041N/2025 - Page 1 / 2

### REGLEMENTATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC INSTALLATION DE COMMERÇANT NON SEDENTAIRE PLACE DU MARCHÉ

Le Maire de la Commune de Neauphle-le-Château,  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-6 et L 2224-18,  
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment l'article L 2125-1,  
Vu le règlement intérieur du marché approuvé en conseil municipal le 04 février 2021,  
Vu la demande en date du 31 janvier 2025, formulée par Madame DA SILVA Christine « YNC VOLAILLES » élisant domicile 2, square des Ormeteaux 78450 Villepreux, d'autorisation de réservation d'un emplacement sur le marché, le vendredi, place du Marché 78640 Neauphle-le-Château,  
Considérant qu'il incombe au Maire, au titre de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

### ARRÊTE

#### **Article 1 : Autorisation**

Le bénéficiaire, Madame DA SILVA Christine « YNC VOLAILLES » élisant domicile 2, square des Ormeteaux 78450 Villepreux, est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

Occupation du domaine public pour la réservation d'un emplacement sur l'espace réservé au marché, le vendredi, place du Marché 78640 Neauphle-le-Château,

A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

#### **Article 2 : Emplacement**

L'installation doit être conforme à la demande enregistrée sous le numéro 2025-011.

L'emplacement attribué est situé sur le carré central et porte N°2b

L'espace accordé mesure 3 mètres linéaires.

#### **Article 3 : Sécurité**

L'installation devra être conforme à la réglementation en vigueur, tant au niveau sanitaire que de la sécurité de l'installation matérielle.

#### **Article 4 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de son activité ou de l'installation de ses biens mobiliers.

#### **Article 5 : Redevance**

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du conseil municipal en date du 4 février 2021. Son montant annuel est de **215,00** euros, détaillé ci-après et tel qu'arrêté par la collectivité ci-dessus désignée :

Forfait annuel pour 43 semaines d'occupation :

1,00 euro x 3 mètres linéaires x 43 semaines = 129,00 euros

+

Branchement électricité :





## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 041N/2025 - Page 2 / 2

2,00 euros x 43 semaines = 86,00 euros

**Paiement mensuel :**

**215 : 10 = 21,50 euros**

Cette redevance sera perçue mensuellement selon le titre de recette établi par la commune de Neauphle-le-Château.

### **Article 6 : Validité et renouvellement de l'arrêté**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment si l'exécution de l'autorisation n'est pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, en cas de non-respect du règlement intérieur du marché ou pour toute autre raison d'intérêt général.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée **de 10 mois à compter du 1<sup>er</sup> mars 2025**.

Elle doit faire l'objet d'une demande de renouvellement express.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Neauphle-le-Château.

**Article 8 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Fait à Neauphle-le-Château, le 10 février 2025



**Madame le Maire**

**Elisabeth SANDJIVY**